

**Assemblée générale**

Distr. générale
20 juin 2006
Français
Original : anglais

Soixantième session

Point 138 de l'ordre du jour

Financement de l'Opération**des Nations Unies en Côte d'Ivoire**

**Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire :
rapport sur l'exécution du budget de l'exercice
allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005
et projet de budget pour l'exercice
allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007**

**Rapport du Comité consultatif pour les questions
administratives et budgétaires**

	<i>Dollars É.-U.</i>
Crédit ouvert pour 2004/05	378 472 800
Dépenses de 2004/05	336 890 500
Crédit ouvert pour 2005/06	418 777 000
Projet de budget du Secrétaire général pour 2006/07	420 175 200
Recommandation du Comité consultatif pour 2006/07	420 175 200

I. Introduction

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires recommande que le montant total proposé par le Secrétaire général dans le budget de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007 (voir A/60/753 et Corr.1) soit approuvé.

2. Le Comité consultatif formulera dans son rapport général sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix des Nations Unies des avis et des recommandations sur diverses questions intéressant toutes les missions. Le présent rapport ne porte donc que sur les ressources de l'ONUCI et les questions qui la concernent directement.



3. Les documents sur lesquels le Comité consultatif a fondé son examen du financement de l'ONUCI sont énumérés à la fin du présent rapport.

II. Exécution du budget de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005

4. Sur la recommandation du Comité consultatif, l'Assemblée générale a, dans sa résolution 59/16 A du 29 octobre 2004, ouvert au titre du fonctionnement de la mission un crédit d'un montant brut de 378 472 800 dollars (montant net : 372 129 600 dollars) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet au 30 juin 2005, y compris le crédit d'un montant brut de 200 646 600 dollars (montant net : 197 058 600 dollars) déjà ouvert au même titre, pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2004, dans sa résolution 58/310 du 18 juin 2004. L'intégralité du montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres. Les dépenses de l'exercice s'élèvent à un montant brut de 336 890 500 dollars (montant net : 331 984 200 dollars).

5. Le solde inutilisé, d'un montant brut de 41 582 300 dollars (montant net : 40 145 400 dollars), représente 11 % du crédit ouvert pour le fonctionnement de la mission. Les principaux écarts par rapport aux ressources prévues au budget sont les économies indiquées ci-après :

a) Personnel militaire (8 485 600 dollars, soit 5,3 %). Les économies réalisées à cette rubrique résultent des facteurs suivants : les dépenses au titre du transport du matériel appartenant aux contingents ont été moins importantes que prévu, l'unité militaire hélicoptérée (huit appareils) n'a pas été déployée, les observateurs militaires ont été déployés tardivement et les membres de la police civile également, du fait de la pénurie de policiers francophones (voir tableau), mais le budget prévu pour les contingents a été dépassé, du fait d'un déploiement anticipé et de dépenses plus élevées que prévu au titre de l'indemnité de subsistance (missions);

b) Personnel civil (4 926 800 dollars, soit 9,7 %). Les économies réalisées à cette rubrique résultent principalement des facteurs suivants : des retards de recrutement se sont traduits par des taux de vacance de postes supérieurs à ceux qui étaient prévus dans le budget pour toutes les catégories de personnel (voir tableau) et les membres du personnel recrutés sur le plan national ont été recrutés à des classes inférieures à celles qui étaient prévues, mais la nécessité d'évacuer le personnel pendant la crise de novembre 2004 et le versement de la prime de risque à tous les membres de la mission entre décembre 2004 et mai 2005 ont entraîné des dépenses supplémentaires;

c) Dépenses opérationnelles (28 169 900 dollars, soit 16,9 %). Les économies réalisées à cette rubrique résultent principalement au fait que les dépenses ont été moins élevées que prévu au titre des transports aériens (car le nombre effectif d'heures de vol a été inférieur aux prévisions en raison de l'absence de l'unité hélicoptérée), des installations et infrastructures, du fait que le quartier général de la mission n'a été mis en place que tardivement après la crise de novembre 2004, des transports terrestres (parce que les poids lourds qui devaient être achetés ne l'ont pas été), des communications par réseaux commerciaux (parce que le personnel civil a été déployé tardivement), et des fournitures, services et matériel divers.

**Comparaison des taux de vacance de postes prévus
et effectifs par catégorie de personnel**

<i>Catégorie</i>	<i>Effectif autorisé pour 2004/05</i>	<i>Pourcentage de postes vacants budgétisés</i>	<i>Pourcentage de postes vacants</i>
Observateurs militaires	200	10	12,4
Contingents	6 040	5	2,7
Police des Nations Unies	350	10	33,1
Personnel recrut sur le plan international	387	20	24
Personnel recruté sur le plan national	405	15	19,8
Volontaires des Nations Unies	215	20	43
Personnel fourni par des gouvernements	8	–	87,5

6. On trouvera à la section IV ci-après, relative au projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007, les observations du Comité consultatif concernant les renseignements présentés dans le rapport sur l'exécution du budget au titre de divers objets de dépense.

III. Information sur l'exécution du budget de l'exercice en cours

7. Le Comité consultatif a été informé qu'au 28 février 2006, le montant total mis en recouvrement auprès des États Membres pour financer l'ONUCI depuis sa création s'établissait à 896 636 900 dollars. Les paiements reçus à la même date s'élevaient à 619 672 800 dollars, le montant restant dû s'élevant donc à 276 964 100 dollars. Au 30 mai 2006, le solde de trésorerie de la mission se montait à 176 300 000 dollars et, au 25 mai 2006, ses engagements non réglés pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005 se chiffraient à 14 377 600 dollars.

8. Pour ce qui est des montants remboursés au titre des contingents, pour la période allant jusqu'au 31 janvier 2006, un montant de 81 155 300 dollars avait été versé en 2005 et un autre de 32 156 524 dollars l'avait été en 2006, et les engagements non réglés se chiffraient à 40 251 676 dollars. Les montants remboursés en 2005 au titre du matériel appartenant aux contingents, pour la période allant jusqu'au 30 septembre 2005, s'élèvent à 57 622 000 dollars, et les engagements se chiffrent à 44 690 300 dollars.

9. En ce qui concerne les indemnités payables en cas de décès ou d'invalidité, le Comité consultatif note que de la création de la mission au 30 avril 2006, neuf demandes d'indemnisation ont donné lieu à des versements d'un montant total de 251 200 dollars; il y a quatre demandes en instance de règlement et les engagements non réglés s'élèvent à 3 427 400 dollars.

10. Au 31 mai 2006, le tableau d'effectifs de l'ONUCI pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 se présentait comme suit :

	<i>Nombre de postes autorisés^a</i>	<i>Nombre de postes pourvus</i>	<i>Pourcentage de postes vacants</i>
Observateurs militaires	200	189	5,5
Contingents	6 890	6 703	2,7
Police des Nations Unies	350	337	3,7
Unités de police constituées	375	374	0,3
Personnel recruté sur le plan international	459 ^b	350	23,7
Personnel recruté sur le plan national	524 ^c	476	9,2
Volontaires des Nations Unies	245	198	19,2
Personnel fourni par des gouvernements	8	8	—
Total	9 051	8 635	4,6

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Dont 5 postes de l'Équipe Déontologie et discipline pourvus par du personnel temporaire (autre que pour les réunions) (1 P-5, 2 P-4, 1 P-2, 1 poste d'agent du Service mobile).

^c Dont 5 postes de l'Équipe Déontologie et discipline pourvus par du personnel temporaire (autre que pour les réunions) (4 postes d'administrateur recruté sur le plan national et 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national).

11. D'après les renseignements supplémentaires fournis au Comité consultatif au sujet de l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 (voir annexe I), au 30 avril 2006, les dépenses de l'exercice s'élevaient à 322 465 658 dollars, pour un montant réparti de 418 777 000 dollars. Les dépenses prévues pour la période allant jusqu'à la fin juin 2006 s'élèvent à 72 778 657 dollars, ce qui porterait le total des dépenses de l'exercice à 395 244 315 dollars; il resterait donc un solde inutilisé de 23 532 685 dollars, soit 5,6 % du crédit ouvert.

IV. Projet de budget pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007

A. Mandat et résultats prévus

12. L'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire a été établie par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1528 (2004) pour une période initiale de 12 mois à compter du 4 avril 2004, date à laquelle le Secrétaire général était prié de transférer l'autorité de la Mission des Nations Unies en Côte d'Ivoire et des forces de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à l'ONUCI. Par la suite, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de l'ONUCI jusqu'au 4 mai 2005 dans sa résolution 1594 (2005), jusqu'au 4 juin 2005 dans sa résolution 1600 (2005), jusqu'au 24 juin 2005 dans sa résolution 1603 (2005), jusqu'au 24 janvier 2006 dans sa résolution 1609 (2005) et jusqu'au 15 décembre 2006 dans sa résolution 1652 (2006).

13. Dans sa résolution 1528 (2004), le Conseil de sécurité avait initialement autorisé une force de 6 240 militaires, dont 200 observateurs militaires et jusqu'à

350 membres de la police civile. Dans sa résolution 1609 (2005), il a autorisé le déploiement de 850 militaires supplémentaires ainsi qu'un accroissement de 725 membres de la police civile au maximum. Dans sa résolution 1682 (2006) du 2 juin 2006, qui a été adoptée après l'établissement du budget de l'ONUCI pour l'exercice 2006/07, le Conseil de sécurité a autorisé un nouveau renforcement des effectifs (1 500 hommes supplémentaires donc 1 025 militaires et 475 membres de la police civile) jusqu'au 15 décembre 2006 (voir plus loin par. 22).

14. Le Comité a été informé que les élections nationales n'avaient pu avoir lieu en octobre 2005 comme prévu, en raison de retards et de difficultés dans la mise en œuvre des accords de Linas-Marcoussis et de Pretoria sur le processus de paix en Côte d'Ivoire. Cette période a été également marquée par de violentes attaques en janvier 2006 dirigées contre le quartier général de l'ONUCI et d'autres bureaux dans l'ouest du pays, ainsi que des civils, des ambassades et des organisations non gouvernementales. Du fait des troubles survenus en janvier 2006, 382 fonctionnaires ont été évacués vers la zone de sécurité désignée dans la région à l'aide d'aéronefs de l'ONUCI et de la MONUC et les opérations ont été suspendues pendant 44 jours.

15. Le coût total de la réinstallation du personnel est estimé à 1 293 431 dollars. Les dégâts matériels et les véhicules endommagés représentent des dépenses supplémentaires. Les enseignements tirés des événements de novembre 2004 ont permis d'évacuer plus rapidement le personnel en janvier 2006 et l'expérience acquise pendant ces crises est également prise en compte pour améliorer les plans de sécurité et renforcer les capacités de l'ONUCI dans les domaines tels que les opérations antiémeutes.

16. Malgré les difficultés susmentionnées, plusieurs mesures importantes ont été prises pour mettre en œuvre le plan d'action pour la paix établi par le Groupe de travail international en décembre 2005, notamment les activités liées au désarmement, le rétablissement de l'administration de l'État, l'identification de la population et la création d'une commission électorale indépendante. En outre, les travaux ont été achevés au quartier général intégré de la Mission, où son personnel s'est installé en décembre 2005.

17. S'agissant de la démobilisation, du désarmement et de la réintégration, le Comité a été informé que le programme et le calendrier d'exécution avaient été arrêtés. Les forces avaient lancé les phases d'identification et de précantonnement le 26 mai 2006. Quelque 27 000 membres des Forces de défense et de sécurité (FDS) et 262 forces armées des Forces nouvelles (FAFN) ont été précantonnés et 5 288 candidats identifiés au 7 juin 2006. Le montant total du coût du processus de démobilisation, du désarmement et de la réintégration est estimé à 150 millions de dollars. Ayant demandé des précisions à ce sujet, le Comité a été informé que la Banque mondiale avait annoncé une contribution de 100 millions de dollars, que 20 millions de dollars supplémentaires avaient été mobilisés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et que le Gouvernement ivoirien avait alloué un montant de 20 millions de dollars à cette fin. Il faudra mobiliser de nouvelles ressources pour trouver les 10 millions de dollars manquants.

18. En ce qui concerne le processus électoral, le Comité a été informé qu'après sa réunion du 17 mars 2006, le Groupe de travail international avait publié un communiqué engageant vivement la Commission électorale indépendante à tenir des élections le 31 octobre 2006 au plus tard. La structure et le règlement intérieur de cette commission ont été établis en mai 2006 et les 21 commissions régionales,

dotées de 7 000 agents électoraux nationaux ont commencé à être créées. Le Haut Représentant pour les élections, qui est présent dans la mission, participe activement au processus électoral. La contribution de la Division électorale de l'Opération au processus électoral consiste à former les 7 000 agents électoraux nationaux, à apporter son concours au Bureau du Haut Représentant pour les élections et à la Commission électorale indépendante et à observer le processus d'inscription sur les listes électorales.

19. En réponse à une demande d'éclaircissement, le Comité a été informé qu'une coopération a été instaurée entre la mission et le Bureau du Haut Représentant pour les élections en Côte d'Ivoire. Il compte que la mission continuera d'apporter une assistance au Haut Représentant, surtout dans le domaine logistique, tout en respectant l'indépendance fonctionnelle de son bureau.

20. Le Comité félicite l'ONUCI d'avoir amélioré la présentation du cadre axé sur les résultats, à la fois dans le rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice 2004/05 et dans le projet de budget pour l'exercice 2006/07. Il prend note des efforts déployés par l'Opération pour donner suite à la demande formulée par l'Assemblée générale dans sa résolution 59/296 en ce qui concerne la budgétisation axée sur les résultats, comme indiqué dans la section II du tableau à la fin du rapport sur le budget pour l'exercice 2006/07 (voir A/60/753 et Corr.1, sect. V.A).

21. Dans son précédent rapport sur les aspects administratifs et budgétaires du financement des opérations de maintien de la paix (voir A/59/736, par. 39), le Comité avait souligné l'importance de la participation des hauts responsables des missions et des orientations qu'ils fournissent pour la formulation des objectifs, ainsi que pour le processus d'élaboration du budget. Le Comité a été informé que comme suite à cette recommandation, l'ONUCI a créé un comité directeur du budget, présidé par le Représentant spécial adjoint principal du Secrétaire général. Des coordonnateurs représentant tous les aspects de l'Opération, placés sous la conduite du chef d'état-major ont également été désignés pour recueillir les données permettant de constituer le dossier des justificatifs à l'appui des indicateurs de succès et des produits effectivement exécutés dans les rapports sur l'exécution du budget. **Le Comité accueille avec satisfaction cette initiative qui représente un progrès important dans la voie du développement d'une culture de la gestion axée sur les résultats visant à assurer la réalisation des objectifs des programmes, conformément au mandat de l'Opération, avec l'intégration des techniques de budgétisation axées sur les résultats dans les processus de planification stratégique et de mesure des résultats. Le Comité compte que l'ONUCI fera part, à d'autres opérations de maintien de la paix de l'expérience qu'elle aura acquise et des enseignements qu'elle aura tirés à cet égard.**

B. Ressources nécessaires

22. Le projet de budget de l'ONUCI pour 2006/07 (A/60/753 et Corr.1) s'élève à un montant brut de 420 175 200 dollars (montant net : 412 294 800 dollars), soit une augmentation de 1 398 200 dollars (0,3 %) par rapport au montant de 418 777 000 dollars alloué pour 2005/06. Ce budget couvre le déploiement de 6 890 membres des contingents, 725 membres de la police civile, 467 fonctionnaires recrutés sur le plan

international, 575 agents recrutés sur le plan national et 277 Volontaires des Nations Unies. Ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 13 ci-dessus, dans sa résolution 1682 (2006), le Conseil de sécurité a autorisé l'augmentation des effectifs de l'ONUCI à hauteur de 1 500 personnels supplémentaires, dont un maximum de 1 025 personnels militaires et 475 personnels de police civile. Dans une lettre datée du 19 juin 2006, le Contrôleur a informé le Comité qu'étant donné l'augmentation substantielle des effectifs de l'ONUCI et afin de doter l'Opération des ressources nécessaires, un projet de budget révisé pour 2006/07 serait présenté à l'Assemblée générale pendant la partie principale de sa soixante et unième session. Le Comité a été également informé qu'en attendant de déterminer le nouveau montant des ressources nécessaires et leur approbation par l'Assemblée, les dépenses immédiates liées au déploiement et à l'entretien du personnel supplémentaire seraient prises en charge par le projet de budget pour 2006/07 dès qu'il aura été approuvé par l'Assemblée générale.

23. Le Comité consultatif constate que l'ONUCI a constamment enregistré des excédents nets dans l'exercice de ses activités et estime que l'Opération devrait s'efforcer d'adapter les prévisions budgétaires aux activités envisagées lorsqu'elle établira le projet de budget révisé pour l'exercice 2006/07. Le Comité recommande que tout solde non dépensé à la fin de l'exercice en cours (voir par. 11 ci-dessus) soit utilisé pour couvrir les dépenses supplémentaires de l'ONUCI liées au déploiement des personnels supplémentaires autorisé par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1682 (2006).

1. Militaires et personnel de police

<i>Postes</i>	<i>Effectif autorisé 2005/06</i>	<i>Effectif proposé 2005/06</i>
Observateurs militaires	200	200
Contingents	6 890	6 890
Police civile	725	725

24. Le montant prévu pour les militaires et le personnel de police s'élève à 193 138 500 dollars, représentant une réduction de 2 414 600 dollars, soit 1,3 %, par rapport au montant alloué pour l'exercice 2005/06. La variation tient à une réduction des ressources nécessaires au titre du transport du matériel appartenant aux contingents en raison du déploiement intégral des contingents au plus tard le 1^{er} juillet 2006 et de meilleurs prix pour les rations. Le Comité a été informé qu'on avait trouvé un pays fournisseur de contingents pour fournir le groupe des transports aériens comprenant six hélicoptères et que ce groupe serait déployé à brève échéance.

25. Le Comité a demandé des prévisions de dépenses actualisées pour le matériel appartenant aux contingents, le matériel majeur et le soutien autonome, calculées sur la base de 24 mémorandums d'accord signés et d'un projet d'accord au mois de juin 2006. Les prévisions révisées pour 2005/06 s'élèvent à 58 482 755 dollars, traduisant une réduction de 1 196 345 dollars, soit 2 %, par rapport au montant budgétisé de 59 679 100 dollars.

26. S'agissant des rations, le Comité constate que, dans son rapport sur les comptes des opérations de maintien de la paix pour l'exercice clos le 30 juin 2005,

le Comité des commissaires aux comptes a noté que, dans un certain nombre de missions, dont l'ONUCI, des « déficiences au niveau de l'emballage, du stockage ou du contrôle de la température des rations avaient été constatées », que « l'évaluation de l'exécution par les fournisseurs avait révélé des écarts de qualité, des insuffisances et des substitutions » et qu'« il n'y avait pas de clause pénale pour sanctionner une mauvaise exécution de la part des entrepreneurs¹ ». **Le Comité consultatif rappelle l'importance qu'il attache aux questions concernant les rations étant donné qu'elles peuvent influencer sur la santé et le moral des contingents et qu'elles ont d'importantes incidences financières (voir A/59/736, par. 41 à 45). Le Comité espère que l'ONUCI prendra les mesures nécessaires pour remédier aux insuffisances constatées par le Comité des commissaires aux comptes s'agissant des rations et qu'elle en rendra intégralement compte dans le projet de budget pour l'exercice 2007/08.**

2. Personnel civil

<i>Postes</i>	<i>Effectif autorisé 2005/06</i>	<i>Effectif proposé 2006/07</i>	<i>Variation</i>	<i>Postes occupés (31 mai 2006)</i>	<i>Taux de vacance (pourcentage)</i>
Personnel recruté sur le plan international	459	467	8	350	23,7
Personnel recruté sur le plan national	524	575	51	476	9,2
Volontaires des Nations Unies	245	277	32	198	19,2
Personnel fourni par le gouvernement	8	8		8	–
Total	1 236	1 327	91	1 032	16,2

27. Le projet de budget fait apparaître une augmentation nette de 91 postes. Le Comité note qu'il se pose un problème persistant de taux de vacance élevés pour toutes les catégories de personnel civil. Il fait observer qu'en raison de ces taux de vacance élevés, il est difficile de prévoir les besoins en personnel et d'évaluer les nouveaux postes nécessaires. Le Comité a été informé que le recrutement de personnel francophone qualifié continue de poser des difficultés et demeure une source de préoccupation pendant l'exercice en cours.

28. Le Comité consultatif a demandé où en était la situation en ce qui concernait le recrutement de personnel francophone. On lui a expliqué que le Département des opérations de maintien de la paix avait adopté une stratégie en quatre points pour recruter des candidats francophones aux postes civils des opérations de maintien de la paix et notamment à l'ONUCI : a) établissement d'une version française des pages du site de Galaxy consacrées au maintien de la paix et affichage des avis de vacance d'emploi en anglais et en français; b) constitution d'équipes chargées des campagnes de recrutement dans les langues de travail de l'ONU; c) mise en place de stratégies de recrutement actives au moyen de partenariats avec les États Membres et les organisations gouvernementales et non gouvernementales, notamment, en vue

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixantième session, Supplément n° 5 (A/60/5), vol. II et rectificatif (A/60/5/Corr.1), par. 324.

de repérer des candidats francophones, et publication d'annonces publicitaires ciblées dans des journaux régionaux et internationaux; et d) organisation de campagnes de recrutement sur place pour les pays francophones. **Le Comité consultatif, qui a déjà fait des observations à ce sujet dans ses rapports sur la MINUSTAH et la MONUC, encourage les efforts en cours et continuera de suivre la question.**

Recommandations relatives aux postes

29. *Création d'un poste de chercheur juridique (Volontaire des Nations Unies) au Bureau du Conseiller juridique (direction exécutive et administration).* Le titulaire établira pour le Représentant spécial du Secrétaire général des analyses et des recherches juridiques sur divers aspects de la mise en œuvre de la feuille de route. **Le Comité consultatif recommande d'approuver cette proposition.**

30. *Création de trois postes de spécialiste des droits de l'homme (1 P-3, 1 administrateur recruté sur le plan national et 1 Volontaire des Nations Unies); d'un poste d'assistant linguistique/chauffeur (agent des services généraux recruté sur le plan national); d'un poste d'assistant administratif (agent des services généraux recruté sur le plan national) (qui sera redéployé de la Section de la protection de l'enfance) au Bureau des droits de l'homme (composante 3, action humanitaire et droits de l'homme).* Comme il est indiqué dans le projet de budget, ces postes sont demandés pour doter en personnel un bureau régional supplémentaire dans la région de San Pedro, où un grand nombre de cas de violation des droits de l'homme ont été signalés, lesquels ne peuvent faire l'objet d'un suivi efficace à partir des autres bureaux de l'ONUCI du fait des longues distances. **Le Comité consultatif recommande d'approuver ces propositions.**

31. *Création de 1 poste d'assistant administratif (agent du Service mobile), de 10 postes de spécialiste de la protection de l'enfance (administrateur recruté sur le plan national) et de 4 postes de spécialiste de la protection de l'enfance (Volontaire des Nations Unies) à la Section de la protection de l'enfance (composante 3, action humanitaire et droits de l'homme).* Il est indiqué dans le projet de budget que ces postes sont demandés en application de la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité sur la mise en œuvre d'un mécanisme de suivi et d'établissement de rapports concernant le recrutement et l'emploi d'enfants soldats. Le Comité a demandé un complément d'information sur les rôles respectifs de l'ONU et d'autres institutions, qui figure aux paragraphes 47 à 49 ci-dessous. **Le Comité consultatif recommande d'approuver ces propositions.**

32. *Création d'un poste de conseiller pour le VIH/sida (Volontaire des Nations Unies) au Groupe du VIH/sida (composante 3, action humanitaire et droits de l'homme).* Le Comité note que le titulaire serait responsable de la nouvelle fonction consistant à mettre en œuvre des programmes d'éducation et de sensibilisation au VIH/sida et à fournir des informations sur les mesures de prévention, les soins médicaux et les traitements concernant le VIH au personnel de l'ONUCI déployé sur le terrain, alors que le personnel existant du Groupe (1 P-4, 2 administrateurs recrutés sur le plan national, 1 agent des services généraux recruté sur le plan national et 1 Volontaire des Nations Unies) prête conseils au Gouvernement ivoirien. **Le Comité recommande d'approuver ces propositions.**

33. *Création de 16 postes d'observateur électoral (Volontaire des Nations Unies) au Bureau de l'assistance électoral (composante 4, processus de paix).* **Le Comité**

consultatif recommande que cette proposition soit approuvée, étant entendu que le déploiement des titulaires sera fonction de l'évolution du processus électoral.

34. *Création des postes suivants : un poste de technicien de radiodiffusion (agent du Service mobile), un poste de photographe (agent des services généraux recruté sur le plan national), quatre postes d'assistant chargé de la communication (agent des services généraux recruté sur le plan national), un poste de producteur vidéo (administrateur recruté sur le plan national), un poste de spécialiste de la communication régionale (administrateur recruté sur le plan national), deux postes de producteur radio (Volontaire des Nations Unies) et quatre postes d'assistant chargé de la communication régionale (Volontaire des Nations Unies) (composante 4, processus de paix).* Le Comité note qu'il est proposé de renforcer le Bureau de la communication et de l'information en vue de mieux faire comprendre le processus de paix et son rôle aux collectivités locales et aux parties grâce à la capacité d'information de l'Opération, notamment sa capacité de radiodiffusion, et que le personnel supplémentaire serait déployé dans les bureaux extérieurs. **Le Comité consultatif recommande que ces propositions soient approuvées.**

35. *Création de trois postes de spécialiste des affaires civiles (P-3) à la Section des affaires civiles (composante 4, processus de paix).* Le Comité note que les titulaires seraient chargés de suivre les préparatifs de redéploiement de l'administration de l'État et qu'ils seraient déployés dans de nouveaux bureaux extérieurs. **Le Comité consultatif recommande d'approuver ces propositions.**

36. *Création d'un poste de chef adjoint de la police (P-5) au Bureau du chef de la police (composante 5, ordre public).* Le Comité note que ce poste est demandé compte tenu de l'étoffement des effectifs de la police civile. **Le Comité consultatif recommande d'approuver cette proposition.**

37. *Suppression d'un poste d'agent des services généraux (autres classes) et création d'un poste d'assistant administratif (agent des services généraux recruté sur le plan national) et de deux postes de spécialiste des questions judiciaires (Volontaire des Nations Unies) à la Section de l'état de droit, du système judiciaire et des services consultatifs de l'administration pénitentiaire (composante 5, ordre public).* Il est proposé de créer ces postes en vue de suivre l'évolution de la situation dans le secteur judiciaire. Le Comité note que les fonctions d'assistant administratif (agent des services généraux, autres classes) seront assumées par un agent recruté sur le plan national. Le Comité a sans cesse encouragé le remplacement progressif du personnel international par du personnel national, selon qu'il conviendra, étant donné que cela contribue à renforcer les capacités des populations locales. **Le Comité consultatif recommande d'approuver ces propositions.**

38. Il est demandé de créer les postes suivants au titre de la composante 6 (services d'appui) :

a) *1 poste d'assistant (budget) (agent du Service mobile) et 1 poste d'assistant (commissions d'enquêtes) (devant être pourvu en redéployant un poste d'agent du Service mobile de la Section des approvisionnements) au Bureau du chef de l'administration;*

b) *1 poste d'assistant administratif (agent des services généraux recruté sur le plan national) au Bureau du chef des services administratifs;*

c) 1 poste d'agent des services généraux recruté sur le plan national et 1 poste d'assistant financier (Volontaire des Nations Unies) (devant être pourvus par des redéploiements de postes de la Section des approvisionnements) et 2 postes d'assistant financier régional (agent des services généraux recrutés sur le plan national) à la Section des finances;

d) 1 poste d'assistant chargé des réclamations (agent des services généraux recruté sur le plan national), 1 poste d'assistant au contrôle du matériel (agent des services généraux recruté sur le plan national), 2 postes d'assistant au contrôle du matériel régional (agent du Service mobile) et 1 poste d'assistant à la gestion des dossiers (devant être pourvu en redéployant un poste d'agent du Service mobile de la Section des approvisionnements) à la Section des services généraux;

e) 1 poste d'assistant chargé de l'approvisionnement régional (agent des services généraux recruté sur le plan national), 1 poste d'assistant chargé du contrôle de la qualité (agent des services généraux recruté sur le plan national) et 1 poste d'assistant chargé des demandes de fournitures de biens et services (agent des services généraux recruté sur le plan national) à la Section des approvisionnements;

f) 4 postes de mécanicien chargé des groupes électrogènes (agent des services généraux recrutés sur le plan national), 2 postes d'électricien (agent des services généraux recrutés sur le plan national), 1 poste de spécialiste du contrôle de la qualité de l'eau (Volontaire des Nations Unies) et 2 postes d'assistant chargé du contrôle de la qualité de l'eau (agent des services généraux recrutés sur le plan national) à la Section du génie;

g) 15 postes de chauffeur (agent des services généraux recrutés sur le plan national) à la Section des transports.

Le Comité consultatif recommande d'approuver ces propositions.

3. Dépenses opérationnelles

(En dollars des États-Unis)

Crédit ouvert pour 2005/06

Crédit demandé pour 2006/07

157 574 000

144 347 400

39. Le montant des dépenses opérationnelles prévues pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007 est inférieur de 11 226 600 dollars (7,2 %) à celui du crédit ouvert pour l'exercice en cours. Cette baisse tient principalement aux facteurs suivants : a) réduction des ressources à prévoir à la rubrique Transports aériens (8 646 900 dollars) pour couvrir les frais de location d'aéronefs et de carburant en raison du remplacement d'un hélicoptère par un avion qui est plus économique; b) diminution des ressources à prévoir à la rubrique Installations et infrastructures (3 422 600 dollars) pour l'achat de matériel et la location de locaux par suite de l'emménagement du personnel de l'Opération dans le quartier général intégré de la mission; c) diminution des ressources nécessaires à l'acquisition de matériel de transmissions (2 026 000 dollars); et d) réalisation d'économies à la rubrique Fournitures, services et matériel divers (1 328 700 dollars), y compris des gains d'efficacité résultant de la diminution du coût moyen des opérations bancaires, dont le montant annualisé est estimé à 44 100 dollars. Le Comité, qui a l'intention de

suivre l'évolution de la situation à cet égard, a obtenu, à sa demande, un complément d'information sur les nouveaux arrangements bancaires en vigueur au sein de l'Opération (voir annexe II). En contrepartie, on prévoit à la rubrique Transports terrestres une augmentation des dépenses liées à l'acquisition de 12 nouveaux véhicules et au remplacement de 30 véhicules existants, aux pièces détachées, et une hausse de 18,7 % du prix du carburant (3 484 800 dollars).

Transports terrestres

40. Le Comité consultatif note que le Comité des commissaires aux comptes a indiqué que les retards apportés dans l'application du système CarLog avaient entraîné des déficiences dans les contrôles destinés à prévenir l'utilisation abusive des véhicules des Nations Unies dans certaines missions, notamment l'ONUCI². On lui a indiqué que ce système avait été installé sur tous les véhicules de l'Opération et que l'application d'un programme rigoureux de contrôle des chauffeurs avait été incluse parmi les produits prévus au titre de la réalisation escomptée 6.1 dans le cadre axé sur les résultats.

Voyages

41. Les dépenses afférentes aux voyages non liés à la formation effectués par les fonctionnaires du Département des opérations de maintien de la paix en poste au Siège, qui étaient précédemment imputées sur le budget des missions, sont transférées au compte d'appui aux opérations de maintien de la paix dans le projet de budget du Secrétaire général pour l'exercice 2006/07. En ce qui concerne l'ONUCI, ces dépenses se chiffrent à 272 412 dollars. Dans son rapport y relatif, le Comité consultatif avait indiqué qu'il s'attendait à ce que les diminutions correspondantes soient clairement indiquées dans les budgets des missions (A/60/807, par. 33).

42. Le Comité relève néanmoins que la demande de crédits d'un montant de 1 616 900 dollars présentée au titre des frais de voyage pour l'exercice 2006/07 impliquerait une augmentation de 370 500 dollars (29,7 %) par rapport au montant de 1 246 400 dollars alloué pour l'exercice en cours. Cette somme comprend un montant de 840 700 dollars pour les voyages non liés à la formation et un montant de 776 200 dollars pour les voyages liés à la formation, soit une hausse de 32,3 et 27 %, respectivement, par rapport à l'exercice 2005/06. Le Comité a été informé que les ressources supplémentaires demandées pour les voyages non liés à la formation devaient servir essentiellement à financer des déplacements à l'intérieur du pays pour des consultations liées à l'exécution du mandat de l'Opération. En ce qui concerne les autres voyages, les ressources additionnelles devaient permettre d'organiser des formations à l'intention du personnel de l'ONUCI dans des domaines divers, tels que les droits de l'homme, le budget, les finances, les approvisionnements, les opérations aériennes, le génie, les transports, l'informatique, la sécurité, la sensibilisation au VIH/sida, la prévention de l'exploitation et des abus sexuels, ou encore l'acquisition de connaissances linguistiques. Le Comité ne doute pas que l'on s'efforcera d'utiliser ces ressources de manière aussi efficiente que possible.

² Ibid., par. 219.

Projets à effet rapide

43. Les prévisions budgétaires relatives à l'ONUCI pour l'exercice 2006/07 comprennent un montant de 1 million de dollars pour les projets à effet rapide. En réponse à une demande de précisions sur la composition de ce montant, il a été indiqué au Comité consultatif que les crédits demandés englobent un montant de 150 000 dollars pour 10 projets portant sur des activités de désarmement, de démobilisation, de réintégration, de rapatriement et de réinstallation, un montant de 540 000 dollars pour 36 projets dans le domaine de l'action humanitaire et des droits de l'homme et un montant de 310 000 dollars pour 21 projets liés au processus de paix. Le Comité note que 93 % des fonds alloués pour les projets à effet rapide (800 000 dollars) ont été utilisés au cours de l'exercice 2004/05, mais que, dans l'exercice en cours, les sommes effectivement dépensées ne dépassaient pas 276 900 dollars au 30 avril 2006 sur un montant total alloué de 1 million de dollars. Le Comité a été informé que, d'après les projections établies par l'ONUCI, les fonds seraient intégralement dépensés au 30 juin 2006 et que l'exécution des projets serait étroitement surveillée par le comité directeur compétent de l'Opération. Il a également été indiqué qu'aucun de ces projets n'avait été affecté par l'explosion de violence.

44. Le Comité consultatif rappelle que le rapport du Groupe d'étude sur les opérations de paix de l'Organisation des Nations Unies (rapport Brahimi) préconisait d'allouer des fonds aux projets à effet rapide dans le budget prévu pour la première année d'une mission [A/55/305-S/2000/809, par. 47 a)]. Par sa résolution 58/315 du 1^{er} juillet 2004, l'Assemblée générale a fait sienne la recommandation du Comité spécial des opérations de maintien de la paix tendant à ce que des ressources soient allouées aux projets à effet rapide jusqu'à la deuxième année de l'opération de maintien de la paix, à condition qu'elles continuent de servir directement à la réalisation du mandat de la mission et soit répondent à des besoins qui ne sont pas couverts par les activités d'aide au développement et d'aide humanitaire déjà en place, soit servent à stimuler ces activités³. Cette règle a fait l'objet de nombreuses dérogations; toutefois, dans la section VII de sa résolution 59/296 du 22 juin 2005, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de rationaliser la mise en œuvre des projets à effet rapide et de veiller à ce que ces projets soient menés à bien dans les délais prévus. **Le Comité consultatif estime qu'il appartient à l'Assemblée générale de décider si elle souhaite modifier la politique définie pour les projets à effet rapide ou autoriser une dérogation dans ce cas particulier.**

V. Questions diverses

A. Coopération entre les missions

45. À la suite de la détérioration des conditions de sécurité au début de l'année 2006, la MONUC a fourni des moyens aériens pour la réinstallation de membres du personnel de l'ONUCI dans des lieux sûrs prévus à cet effet dans la région entre le 25 et le 28 janvier. En février 2006, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 1657 (2006), a autorisé le Secrétaire général à redéployer immédiatement au

³ Ibid., cinquante-huitième session, Supplément n° 19 (A/58/19, par. 91).

maximum une compagnie d'infanterie de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL) à l'ONUCI, afin de renforcer la sécurité du personnel et des biens des Nations Unies et d'effectuer d'autres tâches confiées à l'Opération. Il a été décidé que les dépenses afférentes au personnel seraient prises en charge par la MINUL et que les dépenses d'appui logistique et administratif seraient couvertes à l'aide des ressources dont l'ONUCI disposait actuellement.

46. L'ONUCI continue de coopérer régulièrement avec les autres missions déployées en Afrique de l'Ouest et de partager des informations sur les faits nouveaux qui interviennent dans les domaines des affaires militaires, de la sécurité, de la politique, de l'action humanitaire ainsi que dans celui du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration.

B. Protection de l'enfance

47. Dans sa résolution 1612 (2005), le Conseil de sécurité a institué un mécanisme de surveillance et de communication d'informations afin de recueillir et de communiquer rapidement des informations objectives, exactes et fiables sur le recrutement et l'emploi d'enfants soldats en violation du droit international applicable ainsi que sur les autres violations et sévices commis sur la personne d'enfants en période de conflit armé. Il a également créé un groupe de travail qui serait chargé d'examiner les rapports de ce mécanisme, ainsi que les progrès accomplis dans l'élaboration et l'exécution des plans d'action prescrits au paragraphe 5 a) de sa résolution 1539 (2004) pour arrêter le recrutement et l'utilisation d'enfants en violation des obligations internationales qui sont applicables à toutes les parties concernées.

48. À sa demande, le Comité consultatif a obtenu un complément d'information sur la répartition des responsabilités entre l'UNICEF et la Section de la protection de l'enfance dans le contexte de l'application de la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité sur les enfants dans les conflits armés.

49. Le Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés est responsable de l'application de la résolution 1612 (2005) et rend compte au groupe de travail du Conseil de sécurité des progrès réalisés à cet égard. D'après les informations communiquées au Comité consultatif, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) travaille en étroite collaboration avec les autorités locales dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'assainissement en vue d'améliorer les conditions de vie des enfants, notamment dans les zones contrôlées par les Forces nouvelles. À la suite de l'engagement récent pris par les Forces nouvelles de libérer les enfants soldats dans les zones qu'elles contrôlent, la Section de la protection de l'enfance de l'ONUCI aura pour tâche de suivre le processus politique lié à la libération de ces enfants soldats par les Forces nouvelles.

50. Le Comité consultatif a appris que le groupe de travail créé par la résolution 1612 (2005) du Conseil de sécurité avait classé la Côte d'Ivoire parmi les zones prioritaires pour l'application de cette résolution et que l'ONUCI devrait lui soumettre un rapport en novembre 2006. Par ailleurs, selon les informations communiquées au Comité, les ressources demandées par l'ONUCI aux fins de l'établissement du rapport destiné au groupe de travail sont comparables à celles qui sont habituellement prévues pour d'autres missions.

VI. Conclusions

51. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre en ce qui concerne le financement de l'ONUCI pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005 sont indiquées au paragraphe 26 du rapport sur l'exécution du budget (A/60/630). Le Comité consultatif recommande que le solde inutilisé (41 582 300 dollars) et le montant correspondant aux autres recettes de l'exercice (15 803 000 dollars) soient portés au crédit des États Membres.

52. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre en ce qui concerne le financement de l'ONUCI pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007 sont indiquées au paragraphe 38 du projet de budget (A/60/753 et Corr.1). Le Comité consultatif recommande d'approuver les propositions actuelles du Secrétaire général. Il compte que le Secrétaire général présentera, lors de la partie principale de la soixante et unième session de l'Assemblée, un projet de budget révisé adapté à la résolution 1682 (2006) du Conseil de sécurité en date du 2 juin 2006.

Documentation

- Rapport sur l'exécution du budget de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2004 au 30 juin 2005 : rapport du Secrétaire général (A/60/630)
- Budget de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2006 au 30 juin 2007 : rapport du Secrétaire général (A/60/753)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le budget révisé de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 (A/60/420)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006 et dépenses de la période du 4 avril au 30 juin 2004 (A/59/736/Add.15)
- Rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur le projet de budget de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire pour la période allant du 4 avril 2004 au 30 juin 2005 (A/58/806)
- Résolutions 59/16 A et B de l'Assemblée générale sur le financement de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
- Résolutions 1652 (2006), 1657 (2006) et 1682 (2006) du Conseil de sécurité
- Huitième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2006/222)
- Septième rapport intérimaire du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (S/2006/2)

Annexe I

**Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire :
dépenses effectives et dépenses prévues
pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006**

(En dollars des États-Unis)

<i>Objet de dépense</i>	<i>Montant alloué</i>	<i>Dépenses au 30 avril 2006</i>	<i>Dépenses prévues pour la période du 30 avril au 30 juin 2006^a</i>	<i>Montant estimatif du solde inutilisé au 30 juin 2006</i>	<i>Économie (en pourcentage)</i>	<i>Explication</i>
I. Militaires et personnel de police						
Observateurs militaires	9 783 300	8 251 666	1 594 641	(63 007)		
Contingents	160 183 600	141 445 177	12 546 586	6 191 837		
Police civile	14 544 800	12 000 241	2 979 739	(435 180)		
Unités de police constituées	11 101 400	6 897 018	4 350 501	(146 119)		
Total (I)	195 613 100	168 594 102	21 471 467	5 547 531	3	Les économies au titre des contingents sont dues à un nombre de relèves moins élevé que prévu. Les dépassements au titre des observateurs militaires et de la police des Nations Unies sont dus à l'évacuation de janvier 2006 et le dépassement au titre des unités de police constituées est dû à un déploiement plus rapide que prévu.
II. Personnel civil						
Personnel recruté sur le plan international	50 419 700	40 249 444	9 234 302	935 954		
Personnel recruté sur le plan national	9 844 700	6 715 983	1 697 112	1 431 605		
Volontaires des Nations Unies	7 325 500	6 457 203	2 405 480	(1 537 183)		
						Le dépassement de crédit au titre des Volontaires des Nations Unies tient à une augmentation de l'indemnité de subsistance versée aux Volontaires, au versement aux Volontaires, après deux ans de service, d'une allocation forfaitaire pour frais de voyage, et au versement de primes

Objet de dépense	Montant alloué	Dépenses au 30 avril 2006	Dépenses prévues pour la période		Économie	Explication
			du 30 avril au 30 juin 2006 ^a	du solde inutilisé au 30 juin 2006 (en pourcentage)		
Total (II)	67 589 900	53 422 630	13 336 894	830 376	1,2	d'évacuation aux Volontaires lors de la crise de janvier 2006. En raison de cette crise, des postes soumis à recrutement international et des postes soumis à recrutement national ont été pourvus avec retard, ce qui fait que des économies ont été réalisées.
III. Dépenses opérationnelles						
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	129 100	108 594	21 719	61 787		
Personnel fourni par des gouvernements	412 500	—	270 420	142 080		
Observateurs électoraux civils	—	—	—	—		
Consultants	179 700	158 503	25 480	(4 283)		
Voyages	1 246 400	1 543 184	308 637	(605 421)		
Installations et infrastructures	53 774 800	34 367 927	19 107 427	299 446		
Transports terrestres	12 709 700	10 204 779	955 477	1 549 444		
Transports aériens	46 035 300	29 215 988	4 103 195	12 716 117		
Transports maritimes ou fluviaux	24 100	—	20 000	4 100		
Transmissions	18 148 200	11 584 346	5 472 296	1 091 558		
Informatique	5 309 300	2 923 918	1 889 194	496 188		
Services médicaux	5 461 200	4 097 306	2 320 532	(956 638)		
Matériel spécial	2 543 600	2 162 300	381 300	—		
Fournitures, services et matériel divers	8 537 100	3 805 163	2 371 536	2 360 401		
Projets à effet rapide	1 000 000	276 918	723 082	—		

Les économies réalisées au titre des transports terrestres tiennent à ce que les dépenses relatives aux carburants et lubrifiants ont été moins importantes que prévu pendant la crise de janvier 2006. Celles qui ont été réalisées au titre des transmissions et de

Objet de dépense	Montant alloué	Dépenses au 30 avril 2006	Dépenses prévues pour la période		Économie	Explication
			du 30 avril au 30 juin 2006 ^a	du solde inutilisé au 30 juin 2006 (en pourcentage)		
						l'informatique tiennent au déploiement tardif d'agents contractuels et au fait que les communications et les logiciels informatiques ont coûté moins cher que prévu. Le dépassement au titre des services médicaux s'explique par les besoins liés à la grippe aviaire et le fait qu'un hôpital a été reclassé du niveau 1 au niveau 1+. Les économies réalisées à la rubrique Fournitures, services et matériel divers sont dues à des retards dans le recrutement d'assistants linguistiques, d'agents qualifiés et non qualifiés et de manutentionnaires.
Total (III)	155 574 000	100 448 926	37 970 296	17 154 778	11	
Total brut	418 777 000	322 465 658	72 778 657	23 532 685	6	
Recettes provenant des contributions du personnel			—	—		
Total net	418 777 000	322 465 658	72 778 657	23 532 685		
Contributions volontaires en nature (budgétisées)		—	—	—		
Total	418 777 000	322 465 658	72 778 657	23 532 685	6	

^a Les préengagements sont compris dans les dépenses.

Annexe II

Réponses de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire aux questions du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

Veillez indiquer brièvement quelles sont les incidences des nouveaux arrangements bancaires.

Les principaux avantages des nouveaux arrangements bancaires avec Citibank sont les suivants :

- a) Réduction des frais bancaires liés au versement mensuel des montants dus au titre de l'indemnité de subsistance (missions) (prélèvement de 0,5 %, soit environ 15 000 dollars de moins qu'auparavant);
 - b) Guichet avec service gratuit au quartier général intégré de la mission à Abidjan (ce service n'existait pas auparavant);
 - c) Possibilité pour tous les membres de l'ONUCI d'ouvrir gratuitement un compte bancaire international;
 - d) Taux de change plus favorables pour les transactions en monnaie locale (fondés sur les taux de la Banque centrale européenne);
 - e) Accès au système de virement électronique « CitiDirect », qui permet à la mission de faire des paiements rapides et sûrs à ses fournisseurs locaux.
-